

NEWS

Bi-mensuel

1 - 15 septembre 1989

n° 139

SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

UN GOUVERNEMENT D'ESPOIR ET D'ACTIONS

Deux semaines après avoir obtenu largement l'investiture de la Diète, le Premier Ministre Tadeusz Mazowiecki a présenté ce 12 septembre à l'approbation de l'Assemblée la composition de son gouvernement, dont les membres ont été au cours du week-end entendus par les commissions parlementaires. Espérée initialement pour la date symbolique du 31 août, la formation du gouvernement fut retardée par les appétits de certains partis mais elle a finalement abouti avec un dosage qui devrait donner au nouveau Conseil des Ministres un soutien de la Diète et de la société semblable à celui dont a bénéficié T. Mazowiecki lui-même. Le Parti Paysan (ZSL) s'est vu attribuer quatre portefeuilles : l'Agriculture, la Justice, l'Environnement et la Santé. Le Parti Démocratique obtient les ministères du Commerce et du Développement technique. Le POUP dispose de 4 postes : la Défense, l'Intérieur, les Transports et le Commerce Extérieur. Les Affaires Etrangères, poste revendiqué par le POUP, reviennent à Solidarnosc qui se charge surtout de l'ensemble des ministères économiques, ainsi que ceux de la culture, de l'enseignement, des communications, du travail.

Son cabinet ainsi formé, le 1er Ministre Mazowiecki aura maintenant à s'atteler avec son équipe à sa tâche essentielle et urgente : enrayer l'inquiétant déclin économique. Pour accomplir cette mission, T. Mazowiecki et son gouvernement disposent dans la population d'un crédit de confiance important mais en même temps fragile. Ainsi que l'a déclaré Lech Walesa, la nouvelle équipe disposera d'un délai de six mois à un an pour faire ses preuves; au-delà, la population attendra des résultats concrets. Signe de la baisse de tension entraînée par la constitution du gouvernement de Solidarnosc, les grèves, souvent spontanées qui se sont succédé en juillet et jusqu'à la mi-août, se sont éteintes et le climat social s'est à présent apaisé.

L'heure des grandes réformes économiques est maintenant arrivée; la volonté du gouvernement sera de les introduire rapidement et profondément. Nul doute qu'elles seront coûteuses. Pour les mener à bien, la Pologne attend un soutien significatif de l'Ouest. Lech Walesa l'a rappelé lors de sa récente visite au syndicat allemand DGB. NSZZ Solidarnosc et toute la société polonaise ont forcé dans le bloc de l'est un coin de démocratie; les Polonais espèrent des gestes concrets pour les aider à l'affermir face aux périls économiques.

DISCOURS DE LECH WALESA POUR L'ANNIVERSAIRE D'AOÛT 80

Pour la 9ème fois, nous célébrons l'anniversaire des Accords d'Août. Le 31 août 1980, en tant que président du Comité Inter-entreprises de Grève (MKS), j'ai signé un document qui fut la base de la création de NSZZ Solidarnosc et changea le cours de l'histoire de Pologne. Les années qui suivirent ne furent pas faciles. Il a fallu lutter, il y eut des batailles gagnées, d'autres perdues. Mais il y a un an, nous avons à nouveau remporté une grande victoire, nous avons ouvert une nouvelle voie pour la Pologne. Notre large succès électoral prouva définitivement que le peuple ne désire pas de petits changements lents, mais une rupture fondamentale, le respect des droits civiques, une pleine démocratie, une économie saine. Nous avons rejeté la voie de la violence et de la révolution mais nous avons le droit d'utiliser les moyens légaux pour accélérer les changements.

Dans cet esprit, en votre nom, j'ai engagé et mené l'initiative qui a conduit à la consti-

tution de la coalition de Solidarnosc avec le ZSL et le SD et ensuite, à la nomination du Premier Ministre de Solidarnosc. Nous voulons un gouvernement effectivement capable de réformer la Pologne et véritablement responsable envers Solidarnosc et ses alliés, envers le peuple. Mon devoir est aujourd'hui de veiller qu'il en soit réellement ainsi, que nous ne soyons pas déçus. Il y a déjà eu suffisamment de désillusions. Neuf ans après Août 80, nous nous trouvons devant une grande chance. Elle ne se réalisera pas seule. Souvenons-vous que finalement ce sont le peuple, les simples citoyens qui décident. L'avenir est difficile et des mois difficiles nous attendent, mais nous devons avoir confiance. La situation en Pologne peut être meilleure. Nous pouvons faire aujourd'hui beaucoup pour la Pologne et pour nous-mêmes. Nous entrons dans une nouvelle époque. Le moment où nous pourrions dire que la Pologne est un pays libre, démocratique et prospère dépend de nous

4°P. 12007

On pourrait croire que les difficultés qu'a le consommateur à acquérir les produits de base est encore "un creux d'approvisionnement", phénomène fréquent du marché en Pologne. Pourtant, les pénuries actuelles sur le marché sont seulement un des symptômes d'une catastrophe économique sans précédent.

Les signes de ce recul sont apparus clairement ce printemps et la conscience de la faillite prochaine explique la volonté du pouvoir de signer le contrat de la Table Ronde. En avril et surtout en mai, le brutal effondrement économique est devenu patent. Le déficit budgétaire qui s'élevait en avril à 2.600 milliards de zlotys, a presque doublé en l'espace d'un mois pour atteindre 3.500 milliards en mai (alors que le gouvernement Rakowski annonçait un déficit de mille milliards pour l'ensemble de l'année).

La catastrophe concerne pratiquement tous les secteurs économiques. L'extraction minière fut en mai 10% inférieure à l'année précédente; dans la même proportion, ont chuté la production dans l'industrie chimique, dans le papier et dans le logement, ou plus fort encore dans l'industrie énergétique. La production a baissé dans l'industrie de machines électriques de 5,3%, de 3,5% pour les métaux, de 11% pour les automobiles, de 7,5% pour les chaussures. Un dernier indicateur résume la situation : en mai, les communications ferroviaires, routières et maritimes ont transporté 13% de biens de moins qu'en 88.

Le second champ de la catastrophe est **l'agriculture**. En mai, l'achat de viande par l'état auprès des agriculteurs s'est effondré et fut pratiquement interrompu en juin, ce qui eut des conséquences presque immédiates sur l'approvisionnement.

Les échanges extérieurs sont le 3ème domaine touché. L'importation provenant des pays socialistes a diminué de 21,6% en mai et paralysa de nombreux secteurs de production dépendant des livraisons du Comecon. Comme l'exportation polonaise vers ces pays n'a reculé que de 1%, on peut dire que notre économie s'est chargée du poids supplémentaire d'une aide pour les voisins en crise également, et en particulier, l'URSS.

Et reste encore le 4ème secteur touché, **le domaine financier**. Le gouvernement, perdant le contrôle de la situation, s'est engagé dans

une politique suicidaire de production de monnaie sans couverture - les revenus financiers de la population étaient en mai de 120% supérieurs à ceux d'il y a un an. L'excès de monnaie sans couverture conjuguée à la réduction de l'offre de produits devait conduire à vider les magasins et les hausses de prix de juin n'y ont rien changé, si ce n'est qu'elles ont exaspéré l'irritation sociale. Le gouvernement a annoncé alors l'importation d'urgence, en dollars, de certains articles alimentaires, ce qui réduit les réserves en devises, déjà modestes, prévues pour l'importation de produits industriels de l'Occident et donc se répercutera sur la production des mois à venir.

Que peut-on en conclure et prévoir ? L'accumulation de tant de facteurs défavorables et le rythme rapide et inquiétant de la régression économique confirment que l'économie polonaise se trouve cette fois devant une menace presque insurmontable. Les problèmes des différents secteurs vont s'accroître mutuellement et on pourrait arriver rapidement à l'immobilisation, par défaut de biens de production, de certaines usines.

De l'action du gouvernement Rakowski qui n'a pu concevoir qu'une série de hausses de prix impopulaires et totalement inefficaces, il apparaît que le pouvoir n'a tout simplement pas de conception d'action et s'est égaré dans une succession d'échecs. Cela augure mal des semaines et mois à venir. La stratégie de drainage de l'argent de la poche des consommateurs ne revitalisera bien sûr pas la production industrielle et agricole; de même, elle n'écartera pas le spectre des arrêts de production provoqués par les insuffisances d'approvisionnement industriel. Par contre, cette stratégie relancera assurément l'inflation.

A l'horizon, se dessine le danger tout à fait réel d'une nouvelle explosion de mécontentement social. On peut douter que la politique de nécessaire austérité qu'il faudra appliquer puisse l'éviter.

Reste la chance incertaine de sortir de l'impasse par l'aide financière de l'Occident. Mais la question essentielle est de savoir si celle-ci sera suffisante par rapport aux besoins et si elle interviendra assez vite, car le rythme de dégradation visiblement s'accélère.

(Source: J. Maziariski, PWA, n° 195-7.7.89).

LA CRISE ECONOMIQUE constitue, pour le prochain pouvoir polonais et pour la société, le défi majeur. Aleksander PASZYNSKI, sénateur de Solidarnosc, propose un **programme à court terme d'assainissement** en six points.

1. Suspension immédiate des investissements industriels, financés par le budget ou par les entreprises, si celles-ci bénéficient de crédits préférentiels - à l'exception des investissements de marché.

2. Limitation au minimum des dépenses et de la production militaires. Utilisation de ce po-

tentiel à des fins civiles, pour l'agriculture avant tout.

3. Engagement immédiat de négociations sur le report, pour les trois années à venir, du service de la dette.

4. Renégociation de la majorité des accords économiques avec le COMECON, et surtout avec l'URSS, en particulier sur les investissements mixtes à participation polonaise, car ceux-ci sont défavorables, basés sur des calculs de coûts soviétiques, nettement réduits.

5. Vente de parts du patrimoine national,

tels que lotissements à bâtir, logements, im-
meubles, magasins, restaurants, petites entreprises.

6. Réduction des dépenses budgétaires et administratives; réduction des ministères.

LE PRIX DE LA DEFENSE

L'un des points majeurs du programme électoral du Comité Civique de Solidarnosc portait sur la réduction de 20% des budgets des Ministères de la Défense (MON) et de l'Intérieur (MSW). Cette proposition fut avancée pour la première fois lors des négociations de la Table Ronde. Le pouvoir a vivement critiqué le caractère anti-état de ce projet et a argumenté de l'impossibilité de réduire les budgets de ces Ministères, gérés selon lui avec une économie extrême.

Il n'est pas aisé pour les représentants de Solidarnosc de débattre de ces questions qui sont entourées du plus grand secret. On peut en apprendre bien davantage au sujet des forces armées polonaises dans la presse occidentale que dans nos journaux. Les informations sur le nombre et les structures des forces armées et des services du MSW, sur leur équipement, sur leurs rémunérations, etc ne proviennent que des indications parcellaires concédées par leurs directions. L'opinion publique polonaise n'est donc pas informée; elle est cependant en droit de l'être et de s'y intéresser car les coûts de ces services sont supportés par l'ensemble de la société. Il faut donc renouveler la revendication d'élargissement du contrôle social, et avant tout parlementaire, du fonctionnement et des dépenses de ces deux départements.

Qu'en est-il de l'argument selon lequel ces budgets sont déjà bas et donc incompressibles? Lors des dernières séances parlementaires de la précédente législature, un député gouvernemental affirmait que les dépenses militaires étaient modérées puisque le budget du MON (la 6ème armée en Europe : 347 mille hommes) s'élevait à 982 milliards de zlotys. Selon ces chiffres, l'armée coûte à chaque Polonais 25.100 zl, soit le prix d'une paire de chaussures. Le budget militaire de 982 milliards, c'est plus que l'enseignement et la culture, ensemble. Mais officiellement déjà, le budget du MON est sous-estimé: en 88, la loi budgétaire le fixait à 524 milliards zl, or selon le GUS, les dépenses militaires s'élevaient pour 1988 à 742 mlds zl.

Pourtant, ces données sont-elles exactes? On estime que le budget militaire polonais représente 15 voire peut-être 20% du revenu national alors que selon les chiffres officiels, il s'élevait à 3,3% du revenu national en 87 (7,7% du budget). Ces derniers chiffres reflètent sans aucun doute assez mal la réalité. En effet, une part des dépenses militaires est couverte par d'autres postes du budget; on dit, p. ex., que le MON ne paie pas de cotisations

de retraite pour son personnel, ou encore que les coûts des écoles militaires sont couverts par le Ministère de l'Education Nationale. Plus importants encore sont les investissements économiques qui, même si le secteur civil en bénéficie pour une part, sont opérés avant tout à des fins militaires. De plus, les prix d'achat par l'armée d'équipements, de matériel, de matières premières, de produits alimentaires sont inférieurs aux prix normaux. La différence est couverte par des dotations de l'état aux entreprises produisant pour l'armée. Les industries produisant pour l'armée peuvent encore être exonérées d'impôts. Souvent, les miliciens sont envoyés par l'armée dans la construction de ponts, voies ferroviaires ou routes; les chemins de fer PKP, pour chaque milicien détaché, remboursent au MON un "salaire" correspondant à la moyenne nationale. Selon le livre "L'économie pacifique et la guerre", publié par le MON, on consacre à des fins militaires au moins 25 à 35% de la production de l'industrie énergétique, env. 5% de machines-outils, 4-6% des automobiles, 10 à 20% de la production navale, 4-9% des produits sidérurgiques, 2-3% de l'industrie légère. L'armée représente aussi 2 à 6% du commerce extérieur.

Le budget du MSW pour cette année a été initialement fixé à 459 mld zl., soit 47% de celui du MON. En comparaison, ce montant semble élevé puisque le MSW ne dispose pas de chars, d'avions de combat, ni de sous-marins; le MSW n'effectue pas non plus de manoeuvres à grande échelle. Officiellement, la milice (sans la SB et les services de sécurité) compterait 64 mille employés, soit 170 par 100 mille habitants. L'ensemble du personnel du MSW, avec les gardes, la SB, les garde-frontières et les ZOMO, s'élève selon des estimations à 200 voire 300 mille personnes.

Le climat international favorise la réduction des investissements de défense; dans le pays, l'espoir naît que le temps est venu où les oppositions seront résolues de manière civilisée et non par la violence. Le déficit budgétaire est une des causes majeures de l'inflation. Aussi, dans ce contexte, la revendication de nécessaires économies, y compris dans l'armée et la police, ne doit pas être perçue comme un moyen d'affaiblir l'état. Elle doit être discutée sérieusement; cette question publique doit être traitée sans tabou.

(Source: J. Kochanowicz, Tygodnik Solidarnosc, n° 12 et P. Niemczyk, Gazeta Wyborcza, 7.8.89).

LA KKW DE NSZZ SOLIDARNOSC CONDAMNE LA PRIVATISATION DE LA NOMENKLATURA

NSZZ Solidarnosc a affirmé plus d'une fois la nécessité d'une profonde réforme, de l'introduction des règles du marché et de la privatisation de la propriété nationale, qui selon les accords de la Table Ronde devait débiter déjà cette année. Nous considérons que la société par actions est une forme d'organisation des entreprises qui s'est vérifiée dans le monde. Nous affirmons pourtant que le processus de conversion des entreprises étatiques en sociétés se déroule sans réglementation juridique suffisante. Il n'y a pas de règles qui garantissent une création et un fonctionnement corrects de ces sociétés. Il n'y a pas d'institutions qui les contrôlent. En conséquence, au lieu de sociétés saines et utiles, on crée des sociétés face auxquelles s'ouvre un large espace de corruption et d'excès, qui suscitent la réticence justifiée et profonde de la société. Cela concerne également les licences et les mises en location du patrimoine national.

Aussi, dans les cas où les conversions d'entreprises étatiques (ou une de leurs parties) en sociétés suscitent des doutes quant à la procédure, nous appelons les Conseils Ouvriers à suspendre leur accord sur l'enregistrement de telles sociétés jusqu'à l'adoption de lois et règles garantissant l'adéquation de telles transformations. En même temps, nous appelons les Commissions d'Entreprises de NSZZ Solidarnosc à prendre des mesures de contrôle, d'évaluation, éventuellement de protestations en cas de création de sociétés inadéquates. Nous attendons des députés et sénateurs du Club Parlementaire Civique (OKP) qu'ils veillent à accélérer les travaux sur la législation réglant les questions des sociétés par actions, licences et locations et sur la constitution d'un

Fonds du Patrimoine National. L'OKP devrait également solliciter un rapport du gouvernement sur les modifications de propriétés actuelles, opérées selon la loi sur "certaines conditions de consolidation de l'économie nationale" du 24 février 1989.

Il faut surtout raccourcir les périodes permettant au directeur d'une entreprise étatique d'être en même temps directeur d'une société par actions, dont cette entreprise dépend. Une telle situation pathologique lui permet de transférer les coûts de fonctionnement de la société sur l'entreprise étatique.

Nous demandons une unification du système fiscal afin que dans les entreprises étatiques, il corresponde à celui appliqué actuellement dans les sociétés. Cela empêcherait d'acheter les travailleurs par des hausses salariales en échange de leur accord pour la conversion en société; ces hausses résultent du passage à un système fiscal avantageux et non de la rentabilité de la société.

Nous exigeons un renforcement des réglementations et de l'organe anti-monopolistes, afin que ce dernier agisse énergiquement en cas d'établissement sur le marché d'une position de monopole de la société.

Nous exigeons également l'application d'un contrôle et d'une surveillance sévère de l'estimation de la valeur de l'entreprise étatisée à convertir en société afin d'éviter son achat à un montant sous-estimé.

La réforme et les changements de propriété doivent se dérouler sous un étroit contrôle social afin d'empêcher la vente inconsidérée et le gaspillage de la propriété nationale qui nous reste encore.

Gdansk, le 19 août 1989.

UN SYNDICAT OUVRIER

Un entretien avec ALOJZY PIETRZYK, président

Seul un mineur peut-il être président de cette région ?

Je suis le premier mineur à remplir cette fonction. Depuis 20 ans, je travaille au fond, comme mécanicien à la mine "Manifest Lipcowy" de Jastrzebie. Je suis lié à Solidarnosc depuis les premières minutes de la grève de cette mine en 1980.

Mon élection comme chef de la région provient de ce que j'ai dirigé les grèves de 1988; le mandat de confiance acquis alors m'a été confirmé.

Il y a dans la région 734 commissions d'entreprises de NSZZ Solidarnosc et près d'un demi-million de membres. Est-ce peu ou beaucoup ?

En comparaison avec 1980, c'est peu. Nous étions alors près de deux millions et il y avait près de mille commissions d'entreprises. Aujourd'hui, dans la région, il y a un équilibre entre l'OPZZ et NSZZ Solidarnosc; toutefois, l'OPZZ perd graduellement des membres alors que notre Syndicat augmente. Chaque jour, nous enregistrons de nouvelles commissions d'entreprises.

NSZZ Solidarnosc est la plus forte dans l'industrie minière. La Commission Nationale Minière de NSZZ Solidarnosc existe sans interruption depuis 1980 grâce à la force et au nombre du personnel minier. Aussi, dans notre région, le poids du combat en faveur de NSZZ Solidarnosc repose essentiellement sur les mines.

Les problèmes miniers ne vont-ils pas dominer l'action du Syndicat tout entier ?

Une telle tendance existe. Je répète souvent lors de réunions que bien que le secteur minier soit important pour la Pologne, il convient de penser à ceux qui éduquent ou soignent les mineurs, ainsi qu'à tous les groupes professionnels moins nombreux ou moins importants. Seuls, ceux-ci ne peuvent exercer une pression efficace pour défendre leurs droits. Nous essayons de ne pas regarder notre région uni-

quement à travers les problèmes miniers. Nous ne sommes pas le nombril du pays bien qu'on ait tenté de nous en convaincre pendant de nombreuses années, notamment pendant la période Gierk.

Qui actuellement n'adhère pas à NSZZ Solidarnosc ?

Avant tout, les travailleurs intellectuels. Notre Syndicat est presque exclusivement un syndicat ouvrier. Cela est apparu surtout lors des grèves d'août 88; quand elles prirent fin, quand les conseillers venus d'autres centres rentrèrent chez eux, nous sommes restés seuls sans soutien. Il nous est très difficile d'attirer les intellectuels dans le Syndicat.

Pourquoi ?

Les gens ont encore peur. Dans leur conscience, l'état de guerre demeure présent. Ils se souviennent des chars et des matraques. Beaucoup a changé en Pologne mais les responsables de l'état de guerre dirigent encore le pays. Une part des intellectuels agit très activement dans les comités civiques. Notre Syndicat a besoin de ces gens et attend leur engagement dans NSZZ Solidarnosc.

Comment vois-tu Solidarnosc ?

Avant tout, fidèle aux Idéaux d'Août 80, en tant que représentant et défenseur véritable des droits des gens. Les responsables élus représentent, défendent et organisent. Les électeurs soutiennent et renforcent. Le Syndicat devrait également rassembler aussi bien les ouvriers que les intellectuels. Ensemble seulement, nous pourrions procéder à des changements positifs.

Le siège régional du Syndicat en 1980 était situé à Katowice, à présent à Jastrzebie.

Pourquoi ?

Notre siège actuel est un bon endroit pour des raisons stratégiques : ici, sont concentrées les plus grandes mines de notre région. (Source: Gazeta Wyborcza, 10.8.89).